

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 décembre 2006

Original : français

**Rapport du Secrétaire général sur la situation
en République centrafricaine et sur les activités
du Bureau des Nations Unies pour la consolidation
de la paix en République centrafricaine****I. Introduction**

1. Le présent rapport est présenté conformément à la demande du Conseil de sécurité contenue dans la déclaration de son président du 26 septembre 2001 (S/PRST/2001/25), par laquelle le Conseil m'a demandé de continuer à tenir ses membres régulièrement informés de la situation en République centrafricaine (RCA) et des activités du Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA). Ce rapport fait suite au rapport intérimaire du Secrétaire général du 19 octobre 2006 sur la République centrafricaine (S/2006/828). Il couvre la période de novembre à décembre 2006 et fait le point de la situation aux plans politique, socioéconomique, humanitaire et sécuritaire, ainsi qu'en matière des droits de l'homme.

II. Situation politique

2. La situation politique a été marquée, au cours de la période sous revue, par les activités de groupes rebelles dans le nord du pays, singulièrement dans la préfecture de la Vakaga voisine du Darfour soudanais et dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham Pendé au nord-ouest. Longtemps considérés comme des coupeurs de route traditionnels, puis comme des bandits armés non identifiés, ces hommes armés ont été reconnus par les autorités centrafricaines comme des groupes rebelles, qui cherchent à renverser le régime du Président François Bozizé.

3. Trois de ces mouvements rebelles, devenus très actifs au fil du temps, se sont constitués en une coalition, l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement, dont les membres ont attaqué et occupé, le lundi 30 octobre 2006, la ville de Birao, chef-lieu de la préfecture de la Vakaga, ainsi que les villes voisines de Ouanda-Djallé et de Sam Ouandja. Le Gouvernement soudanais a rejeté les accusations de la République centrafricaine de soutenir la rébellion. Il a déclaré, au contraire, vouloir mettre en œuvre, développer et maintenir des relations de bon voisinage avec la République centrafricaine. Une mission soudanaise de haut niveau, qui a séjourné à Bangui le 11 novembre 2006, a réitéré ce message du Soudan.



4. La rébellion qui sévit dans le nord de la République centrafricaine est constituée de l'Armée pour la restauration de la république et la démocratie du lieutenant Larma, actuellement en détention; le Front démocratique du peuple centrafricain d'Abdoulaye Miskine; et l'Union des forces républicaines du lieutenant Florian Ndjadder. Le Gouvernement centrafricain a estimé que l'ancien Président Ange-Félix Patassé est de connivence avec ces insurgés, et d'aucuns pensent que l'Union des forces républicaines et les rebelles à l'ouest chercheraient à faire jonction, afin d'adopter une stratégie d'action commune. Le soutien financier et l'appui politique dont bénéficierait la rébellion ne sont toujours pas connus avec certitude.

5. Dans leur progression vers le sud du pays, les rebelles de l'Union des forces républicaines ont attaqué, le lundi 27 novembre 2006, la ville de Ndélé, chef-lieu de la préfecture de Bamingui-Bangoran, à environ 433 kilomètres au sud-ouest de Birao. Une contre-offensive lancée par les forces gouvernementales appuyées par des éléments français et ceux de la Force multinationale de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (FOMUC), a permis la reprise de la ville de Birao le 27 novembre et la libération de Ndélé, le même jour et, plus tard, en décembre, les localités de Sam-Ouandja et Ouanda-Djallé. La communauté internationale a unanimement condamné les actions de la rébellion et rejeté toute tentative de prise du pouvoir par des voies anticonstitutionnelles.

6. De nombreuses actions ont été menées en parallèle dans le but de trouver une solution à cette crise politico-militaire. Le 7 novembre 2006, le Président François Bozizé, les maires d'arrondissements, ainsi que les chefs de quartiers et de groupes de la ville de Bangui, ont procédé à des échanges de vues sur les dispositions à prendre pour éviter l'escalade militaire. Le 8 novembre 2006, le chef de l'État s'est entretenu avec la population de Bangui à l'issue d'une marche pacifique de protestation organisée à l'initiative de la société civile centrafricaine. Du 14 au 18 novembre, le Groupe des sages a organisé une série de concertation nationale avec les partis politiques tant de l'opposition que de la mouvance présidentielle, les syndicats, les organisations et associations de la société civile, ainsi qu'avec les ambassadeurs accrédités en République centrafricaine. Au plan régional, le Président de la Commission de l'Union africaine a dépêché son Envoyé spécial pour la République centrafricaine, qui a effectué une visite de travail à Bangui du 15 au 18 novembre 2006. De même le 7 décembre 2006, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a organisé, à Addis-Abeba, une réunion visant à sensibiliser les États membres et les partenaires sur l'urgence et la nécessité d'apporter une assistance à la République centrafricaine.

7. Lors de ces rencontres, l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer la restructuration des forces de défense et de sécurité, l'urgence de la normalisation des relations de bon voisinage avec les pays frontaliers de la République centrafricaine, ainsi que sur la tenue d'un dialogue ou d'une concertation nationale. Ce dialogue, auquel le Gouvernement n'est pas opposé, pourrait être organisé avec l'ensemble de la classe politique, sous les auspices du Groupe des sages en partenariat avec le BONUCA. En dépit des succès remportés au plan militaire pour la reprise des villes occupées par la rébellion, je demeure convaincu que seul le dialogue permettra de résoudre durablement la crise actuelle.

8. Malgré ce contexte de crise au nord, l'Assemblée nationale a poursuivi sa deuxième session ordinaire de l'année, ouverte le 31 octobre 2006. Bien que cette

session soit considérée comme une session budgétaire, les députés ont examiné et adopté, entre autres, des projets et des propositions de lois relatifs à la protection de l'enfance, au fonctionnement de l'Assemblée nationale, à la scolarisation du jeune garçon et de la jeune fille, et aux violences faites aux femmes.

9. Au plan sous-régional, la situation au Darfour et ses répercussions sur le Tchad et la République centrafricaine, l'accusation portée contre le Soudan par le Tchad et la République centrafricaine, et les tensions persistantes entre les Gouvernements de ces deux pays et le régime soudanais, ont amené le Président libyen Muammar Kadhafi à proposer ses bons offices. À cet égard, je me réjouis du mini-sommet qui s'est tenu à Tripoli le 22 novembre 2006 avec la participation des présidents des trois pays directement concernés par la crise du Darfour, ainsi que le chef de l'État égyptien, le Président Hosni Moubarak. Je regrette toutefois qu'un climat de tension perdure entre le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine, ce qui est peu propice à un rapprochement entre ces pays.

10. Le chef de l'État congolais Denis Sassou Nguesso, Président en exercice de l'Union africaine, s'est déclaré favorable au déploiement d'une force internationale à la frontière entre le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine pour éviter une extension de la crise dans le Darfour. Il a réaffirmé à cet égard son soutien à la résolution 1706 (2006) du Conseil de sécurité.

11. Dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1706 (2006), j'ai dépêché en République centrafricaine et au Tchad, du 22 novembre au 3 décembre 2006, une mission multidisciplinaire technique d'évaluation dont les conclusions et recommandations permettront aux membres du Conseil de sécurité de dégager la stratégie nécessaire pour la suite à donner à la résolution.

III. Situation aux plans sécuritaire et militaire

12. La situation sécuritaire s'est considérablement détériorée au cours du mois d'octobre 2006, notamment avec l'offensive des rebelles de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement au nord-est du pays. Dans la capitale Bangui, on a enregistré au cours de la période sous revue une recrudescence des actes de braquage meurtriers.

13. Dans les zones de province, notamment dans les régions nord et nord-ouest, l'insécurité sévit avec davantage d'acuité et résulte de l'action combinée des bandes rebelles, des coupeurs de route et de la riposte des forces de défense et de sécurité. Cette riposte entraîne parfois des représailles sur les populations civiles, que des éléments de la Garde républicaine déployés sur le terrain considèrent généralement comme des complices de la rébellion. Cela a provoqué des déplacements de populations contraintes à trouver refuge dans les champs, en forêt ou dans les pays voisins. Tel est le cas de nombreux éleveurs peuhls, qui se sont établis provisoirement au Cameroun. Au nord-est, l'attaque et la prise des villes de Birao, Ouanda-Djallé et Sam-Ouandja par les rebelles de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement, ont entraîné la fuite d'au moins 400 personnes vers la ville soudanaise d'Am Dafok, frontalière de la République centrafricaine.

14. Sous un autre rapport, le programme de restructuration des forces de défense et de sécurité se poursuit, et continue de bénéficier de l'appui technique du Bureau. Il en est de même du programme de réinsertion des ex-combattants et d'appui aux

communautés qui est entré dans sa phase finale. Il y a toutefois lieu de relever, avec regret, qu'en dépit des efforts du Gouvernement et des résultats obtenus par le programme, l'on assiste encore à la prolifération des armes légères, du fait notamment de la porosité des frontières de la RCA.

15. Depuis juin dernier, la section de police civile du Bureau a poursuivi ses activités en matière de renforcement des capacités de la police et de la gendarmerie centrafricaines, en partenariat avec le service français de coopération technique internationale de police. De même, l'équipe militaire du BONUCA a contribué au perfectionnement de nombreux éléments des forces armées centrafricaines. Les formations dispensées ont contribué au renforcement des capacités professionnelles des bénéficiaires et à la cohésion des différents corps.

IV. Situation socioéconomique et perspectives

16. L'année 2006 est marquée par une reprise de la croissance du PIB. La situation des finances publiques s'est sensiblement améliorée avec des estimations de résultats de recettes supérieures aux prévisions de 67 milliards de francs CFA. Cependant, des dérapages ont été enregistrés au niveau des dépenses publiques, en raison de la situation de conflit dans le Nord du pays, mais aussi de la hausse des subventions découlant de l'augmentation du prix du pétrole. Dans l'ensemble, selon les prévisions des experts, le PIB centrafricain devrait atteindre cette année 3 %.

17. En juillet 2006, la Banque africaine de développement a accordé à la République centrafricaine un don de 4,9 millions de dollars des États-Unis pour un programme de réhabilitation des capacités nationales en matière de gestion économique. Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le 28 novembre 2006, une opération de près de 82 millions de dollars des États-Unis permettant de procéder à l'apurement des arriérés de la République centrafricaine. Quant au Fonds monétaire international (FMI), il a proposé à son Conseil d'administration d'approuver en faveur du pays, une facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance pour une période de trois ans (2007-2009).

18. La situation financière de la République Centrafricaine devrait continuer de s'améliorer grâce à l'allègement de la dette envisagé dès la mi-juin 2007, lorsque le pays atteindra, à cette date, le point de décision de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, indispensable pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement des activités de reconstruction du pays.

V. Situation humanitaire et activités opérationnelles de développement

19. La situation humanitaire prévalant dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute Kotto fait l'objet d'évaluation. Au nord et au nord-ouest, singulièrement dans le triangle Kabo/Batangafa/Kaga Bandoro et Paoua, les confrontations entre les groupes rebelles et les forces gouvernementales ont causé le déplacement de 15 000 à 20 000 personnes dont l'éloignement rend plus difficile l'accès à l'assistance humanitaire.

20. La collaboration entre les agences du système des Nations Unies et le partenariat que ces agences ont noué avec les organisations non gouvernementales

internationales opérant sur le terrain a favorisé la fourniture de l'assistance d'urgence aux populations affectées par le conflit en République centrafricaine; 50 000 déplacés ont ainsi bénéficié de l'assistance du Programme alimentaire mondial. Pour sa part, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a mis en place un réseau humanitaire afin de recueillir des informations sur la situation des personnes déplacées et fournir une assistance appropriée avant la fin de l'année 2006 à environ 50 000 personnes. De même, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a poursuivi ses activités relatives, entre autres, à la réhabilitation des pompes au nord-ouest du pays, à la prise en charge des cas de malnutrition et de violations des droits des enfants dans les zones de conflits.

21. L'équipe de pays a bénéficié d'une nouvelle allocation du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires d'un montant de 2 millions de dollars des États-Unis, pour le financement de ses activités en matière de santé, d'assainissement et d'eau, de coordination, de soutien, de protection et d'assistance multisectorielle aux déplacés internes. Par ailleurs, l'équipe du partenariat de la communauté humanitaire en République centrafricaine a préparé un Programme d'aide coordonné qui a été présenté aux bailleurs de fonds le 12 décembre 2006. Le financement sollicité s'élève à 50 millions de dollars des États-Unis. Les sommes recueillies permettront de couvrir les besoins immédiats des déplacés internes.

22. Les activités opérationnelles de développement se sont poursuivies dans le cadre des trois axes de coopération définis dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2004-2006 de la République centrafricaine, à savoir : la gouvernance, le relèvement post-conflit et la lutte contre le VIH/sida.

VI. Situation des droits de l'homme

23. L'insécurité a eu un impact négatif sur la situation générale des droits de l'homme. Des exactions de toutes sortes ont ainsi été commises lors des divers affrontements, allant des atteintes à la vie à la destruction de certaines infrastructures de base. La présence et l'action des bandes armées dans le nord du pays, la riposte des Forces armées centrafricaines et les activités des coupeurs de route constituent les principales causes de violations des droits de l'homme dans les zones de conflit.

24. Dans la capitale Bangui, les violations des droits de l'homme enregistrées sont consécutives à la recrudescence des braquages et des vols à main armée. Ces actions sont attribuées à des bandes armées non identifiées, mais aussi à quelques éléments non contrôlés des forces de défense et de sécurité. Au nord du pays, de nombreuses personnes déplacées vivent dans les champs, dans des conditions de vie très précaires, pour échapper aux exactions de forces de défense et de sécurité et de groupes rebelles.

25. En matière de justice, le contexte général est toujours dominé par l'impunité dont semblent bénéficier certains éléments des forces de défense et de sécurité, notamment ceux de la Garde présidentielle.

26. La troisième antenne régionale de la section des droits de l'homme du BONUCA est opérationnelle à Bambari (385 kilomètres au nord-est de Bangui) depuis le 10 octobre 2006. L'antenne a démarré une campagne de sensibilisation et d'information en droits de l'homme en direction des organisations non

gouvernementales et des autorités locales. La section des droits de l'homme du BONUCA a contribué à la révision et à la validation du code pénal et du code de procédure pénale centrafricains. Grâce à l'appui du Bureau, les autorités ont procédé au démarrage de l'élaboration du plan national d'action pour les droits de l'homme. De même, à l'initiative du Bureau, une campagne de sensibilisation sur l'importance de la protection des droits des femmes a été menée à l'occasion de la commémoration du sixième anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, le 31 octobre 2006. Enfin, dans le cadre du renforcement des capacités nationales, la section des droits de l'homme a assuré une formation des agents d'application des lois à Bossangoa, du 21 au 24 novembre 2006.

27. Pour sa part, l'unité information du BONUCA a continué à accomplir sa mission de promotion des activités du Bureau. À l'occasion de la célébration de la journée internationale de la paix, le 21 septembre, elle a présenté aux Centrafricains une œuvre audiovisuelle, « La marche vers la paix », qui a retracé la lente mais progressive marche de la République centrafricaine vers la paix et la démocratie, depuis les mutineries de 1996-1997. Elle a également poursuivi son appui technique à la presse publique et privée. Elle a organisé des émissions sur les droits de l'homme et les idéaux de la paix, en collaboration avec la section des droits de l'homme, ainsi qu'une formation au profit des délégués d'antennes régionales chargés de la promotion de la démocratie et de la réconciliation à l'intérieur du pays. Cette activité a eu lieu en partenariat avec le Ministère de la communication chargé de la réconciliation nationale.

VII. Observations/recommandations

28. La période sous revue a connu une dégradation de la situation sécuritaire, notamment, dans le nord du pays et, en particulier, aux frontières avec le Tchad et le Soudan. Néanmoins, cette crise militaro-politique a permis un rassemblement des acteurs politiques et sociaux, aux niveaux national et régional, pour la défense de la République et de l'intégrité territoriale du pays. Un consensus général s'est dégagé en faveur du dialogue comme moyen de surmonter les différences et consolider la paix.

29. Il s'avère aussi indispensable, pour assurer la sécurité nationale, de soutenir et d'accélérer la restructuration des forces de défense et de sécurité nationales, de renforcer leurs capacités opérationnelles et solliciter de la communauté internationale l'appui nécessaire en vue du renouvellement du mandat de la FOMUC au-delà du 30 juin 2007. De même, il importe de prendre en compte le fait que le Gouvernement de la République centrafricaine a demandé la mise en œuvre de la résolution 1706 (2006) du Conseil de sécurité du 31 août 2006.

30. Je salue les efforts du Conseil de sécurité visant à aider au rétablissement de la situation sécuritaire le long des frontières centrafricano-soudanaises. Je continue à croire qu'un processus parallèle destiné à renforcer les institutions démocratiques nationales et promouvoir un dialogue inclusif pourrait apaiser les tensions actuelles dans le pays. À cet égard, j'ai dépêché récemment dans la région une mission de haut niveau, conduite par le département des affaires politiques, pour examiner avec les acteurs sociopolitiques centrafricains et les leaders de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, les contours d'un dialogue en République centrafricaine.

31. Sur le plan économique, j'espère vivement que le soutien apporté par les agences du système des Nations Unies dans le cadre de l'UNDAF, ainsi que l'aide octroyée par la Banque mondiale, le 28 novembre 2006, ouvriront la voie à d'autres partenaires au développement pour une plus grande mobilisation des ressources et la poursuite de l'œuvre de reconstruction de même que la relance de l'économie. De même, j'exhorte les partenaires à soutenir les efforts visant à assurer le redressement socioéconomique de la République centrafricaine et à consolider la paix et la stabilité de ce pays, conformément à l'appel du 7 décembre 2006 du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

32. Je saisis cette occasion pour adresser mes vifs remerciements aux chefs d'État de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale pour leur appui constant et multiforme au Gouvernement de la République centrafricaine en cette période de grande instabilité politique et sécuritaire. Je les encourage à poursuivre leurs efforts en faveur d'une plus grande mobilisation des partenaires de la République centrafricaine. Pour sa part, l'Organisation des Nations Unies restera mobilisée en faveur de ce pays. L'harmonisation de nos initiatives permettra de lutter efficacement contre l'insécurité, l'instabilité politique et ses conséquences humanitaires qui menacent gravement la stabilité des pays voisins de la République centrafricaine et celle de l'Afrique centrale en général.
